



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

FONCTION PUBLIQUE

DESTINATAIRES :

Sections départementales FGF-FO
et groupements départementaux
FSPS-FO

PARIS, le 15 novembre 2017

Chers camarades,

FO Fonction publique a condamné sans ambiguïté la démarche du gouvernement pour l'avenir de la Fonction publique et des services publics.

Les différents outils affichés par ce gouvernement, à savoir le Comité Action Publique 2022, les 5 chantiers thématiques interministériels et le Forum Action publique font partie du « programme Action publique 2022 ».

Ce programme, qui se veut une consultation élargie à tous les acteurs (Etat, collectivités, hôpitaux, syndicats, société civile, etc.), n'est que l'alibi de mesures déjà actées.

En effet, au-delà de l'annonce de la suppression de 120 000 postes, la circulaire du Premier ministre du 26 septembre 2017 cadre les orientations d'action publique 2022 en indiquant : « chevauchement de compétences, transfert entre collectivités, au secteur privé, voire abandon de missions ».

Face à ces orientations qui vont mettre à mal les services publics et les agents, FO Fonction Publique a affiché sa totale opposition aux divers questionnaires du Forum Action Publique qui pourraient laisser croire aux agents et aux usagers que leur avis sera entendu alors que tout est déjà bouclé.

C'est pourquoi FO Fonction Publique qui ne veut ni co-construire ni cogérer ces questionnaires, ne participera plus aux réunions sur le sujet. La CGT et Solidaires ont les mêmes positions que nous (voir communiqué commun au MACP).

De plus, face aux intentions du gouvernement sur les ordonnances de la loi travail, avec le référendum dans l'entreprise qui contourne les organisations syndicales, FO Fonction publique considère que c'est aux organisations syndicales représentatives d'être le relai des revendications et/ou inquiétudes des personnels.

Avant que chaque agent ne soit destinataire du questionnaire par son administration, FO Fonction Publique tenait à vous faire connaître sa position sur cette mascarade de consultations et sur l'utilisation forcément orientée qu'en fera le gouvernement.

Meilleurs sentiments syndicalistes.

Christian GROLIER
Secrétaire Général.